

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 15/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



Flint Group France

Zone industrielle Du Breuil le sec
60600 Clermont

Références : JV/L1
Code AIOT : 0007000520

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2023 dans l'établissement Flint Group France implanté Dreve du Chateau lieu dit Le petit Marais 59273 Fretin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Flint Group France
- Dreve du Chateau lieu dit Le petit Marais 59273 Fretin
- Code AIOT : 0007000520
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLINT GROUP fabrique des encres pour l'emballage et l'industrie graphique. Le site de FRETIN appartient à la division "Pigments, chips and résines" du groupe FLINT et est spécialisé dans la fabrication de préparations pigmentaires ("chips") servant d'intermédiaire dans :

- la fabrication d'encres pour emballages pour les imprimeurs ;
- la fabrication de peintures industrielles ;
- la fabrication de vernis à ongles ;
- la fabrication de vernis pour bois ;
- la fabrication d'encre pour marqueur pour tableau blanc ;
- l'ink-jet.

Le process comprend des étapes de mélanges des matières premières, de laminage, d'étuvage puis de concassage pour obtenir le produit fini.

L'installation est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 06 mars 2006.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- état des stocks
- rétention et confinement des eaux d'extinction
- surveillance des eaux souterraines
- équipements fonctionnant avec des fluides frigorigènes fluorés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Classement des ICPE | Lettre du 05/04/2017 | / | Sans objet |
| 2 | État des matières stockées – Généralités | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | / | Sans objet |
| 3 | État des matières stockées – Fiches de données de sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | / | Sans objet |
| 4 | État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | / | Sans objet |
| 5 | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 9,4,1 | / | Sans objet |
| 6 | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 9,4,3 | / | Sans objet |
| 7 | Collecte des effluents | Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 10.2 | / | Sans objet |
| 8 | Eaux souterraines | AP Complémentaire du 04/03/2019, article 2 | / | Sans objet |
| 9 | Eaux souterraines | AP Complémentaire du 04/03/2019, article 3 | / | Sans objet |
| 10 | Registre | Arrêté Ministériel du 16/04/2014, article 6 | / | Sans objet |
| 11 | Contrôle périodique des équipements | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est exploité conformément aux dispositions réglementaires relatives aux thématiques abordées le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des ICPE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Lettre du 05/04/2017 |
| Thème(s) : Situation administrative, ICPE |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Activités autorisées |
| Constats : L'état des stocks (voir point de contrôle suivant) confirme la situation administrative de l'établissement actée par lettre préfectorale du 05/04/17, en particulier : - rubrique 1450 (nitrocellulose) : régime de l'autorisation – stock à date 44,8t pour une quantité autorisée de 100 tonnes ; - rubrique 4331 : non classé – stock à date 4,8 t inférieure à 50t - rubriques 4510 et 4511 : stock à date 2,4 t inférieur à 20t |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : État des matières stockées – Généralités

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. |
| Constats : L'exploitant utilise l'ERP SAP sur le site de Fretin. A partir de cet outil, des requêtes ont été développées permettant de réaliser à tout moment un état des stocks en lien avec l'étiquetage CLP des produits. La classification des stocks est réalisée selon les 6 mentions de dangers suivantes : GHS02 : inflammable GHS05 : corrosif GHS06 : toxicité aiguë GHS07 : dangereux pour la santé GHS08 : risque grave pour la santé humaine GHS09 : dangereux pour l'environnement. Les matières stockées sont identifiées par leur référence interne (RX : matières premières, ZE : produits finis, ZI : intermédiaires). Les quantités sont exprimées en kg et les mentions de danger de chaque référence sont précisées. Les emballages (papier, carton, plastique) sont également référencés sous SAP, mais comptabilisés en unités. La mise à jour des données se fait en temps réel. Un inventaire complet est réalisé annuellement (une journée dédiée). Des inventaires ponctuels portant sur une partie des références sont réalisés régulièrement. |
| Observation O1 : L'exploitant est invité à améliorer la présentation de son état des stocks en identifiant les produits stockés par des dénominations courantes compréhensibles par tout un chacun. Le référencement des matières dans les rubriques de la nomenclature ICPE serait bienvenu. Le recensement des emballages en poids ou volume est également attendu. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. |
| Constats : L'ensemble des FDS est accessible via l'ERP SAP. Il a pu être vérifié par sondage la disponibilité des FDS dans l'outil. Sont notamment accessibles les FDS en différentes langues (dont français) ainsi que la dernière version à date mais également les versions antérieures. L'exploitant annonce relancer périodiquement ses fournisseurs afin d'obtenir les dernières versions à jour des FDS. Il a pu être constaté l'ancienneté relative des certaines FDS (2014, 2017) mais cela concernait des produits non soumis à étiquetage. |
| Observation O2 : Veiller à disposer des dernières versions des fiches de données de sécurité pour les produits utilisés sur site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. |
| Constats : Il a pu être consulté en séance l'état des matières stockées sur site le jour de l'inspection (requête via l'ERP de la société). Les données sont hébergées sur un serveur extérieur du groupe et sont de fait accessibles en toutes circonstances, y compris sinistre sur site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 9,4,1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitements des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :-dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres). |
| Constats : Les produits liquides, notamment inflammables sont stockés : - sur une aire de stockage extérieure dédiée (référéncée 9 bis). Cette aire est sur rétention (pente) et raccordée à une cuve enterrée. Lorsque cette dernière atteint un niveau haut, un prélèvement est réalisée pour contrôle analytique de la qualité des eaux avant rejet par pompage au milieu naturel. En cas de déversement accidentel, les produits sont retenus dans la cuve puis évacués pour être traités en tant que déchet ; - dans le magasin matières premières (référéncé bâtiment 29) dans des emballages unitaires allant de 15 à 1000 litres. Les produits liquides sont placés sur des rétentions. Le bâtiment est également sur rétention (réhausse des seuils de porte). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 9,4,3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Aires de déchargement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une (des) rétention(s) d'un volume minimal suffisant qui devra (devront) être maintenue(s) vidée(s) dès qu'elle(s) aura (auront) été utilisée(s); sa (leur) vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son (des) contenu. |
| Constats : Le site ne dispose pas de stockage en vrac de matières liquides et n'accueille de fait aucun véhicule citerne. Les aires d'exploitation (intérieures et extérieures) sont étanches et équipées de rétention (vu magasins 3 et 29 et aires extérieures 9 et 9 bis). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Collecte des effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 10.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli. Le volume minimal à confiner est de 240 m³.</p> <p>Les eaux doivent s'écouler par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.</p> <p>Constats : Le site dispose d'une bache souple d'une capacité de 350 m³ permettant de recueillir les eaux d'extinction.</p> <p>Une consigne définit les mesures à prendre en cas d'incendie sur site pour confiner les eaux d'extinction.</p> <p>Une vanne guillotine, à commande pneumatique, permet d'isoler le réseau interne de l'établissement et de prévenir tout rejet au milieu naturel.</p> <p>3 pompes, installées dans un puisard en amont de la vanne et alimentées par 2 motopompes, permettent d'orienter les eaux confinées vers la bache souple.</p> <p>Le fonctionnement des pompes et de la vanne est testé régulièrement lors d'exercices en interne des équipiers de première intervention.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/03/2019, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance – analyse des eaux souterraines |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Un suivi portant sur la qualité des eaux souterraines en phtalates est réalisé semestriellement (en période de basses et de hautes eaux) à partir des ouvrages de surveillance référencés : pz 4 (amont hydraulique du site), Pz 5 et pz6 (aval hydraulique du site).</p> <p>Constats : L'exploitant réalise depuis 2019 un suivi de la qualité de la nappe en phtalates par échantillonnages prélevés sur les piézomètres pz4, pz5 et pz6 selon une fréquence semestrielle (période de hautes et basses eaux).</p> <p>Les paramètres analysés correspondent aux 5 phtalates (di-n-butylphtalte, butylbenzylphtalte, diméthylphtalate, diéthylhexylphtalate, diéthylphtalate).</p> <p>Sur l'ensemble des 8 campagnes réalisées entre 2019 et 2022, l'ensemble des teneurs en phtalates sont inférieures aux limites de quantification du laboratoire (0,5µg/l pour les diméthylphtalate, diéthylphtalate et di-n-butylphtalate et 1 µg/l pour les butylbenzylphtalate et diéthylhexylphtalate) sur les 3 ouvrages de surveillance.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/03/2019, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Modification ou arrêt du suivi |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet au Préfet un bilan des résultats de la surveillance des eaux souterraines tous les quatre ans.</p> <p>Ce bilan peut proposer des modifications du programme de mesure (paramètres à contrôler, fréquence de mesure,...), voire une suppression de la surveillance de la nappe dès lors qu'il est établi que l'ensemble des paramètres surveillés a atteint des seuils et un niveau de risque acceptable. Ces propositions sont examinées par l'inspection de l'environnement.</p> <p>Constats : L'exploitant a communiqué en date du 02/12/2022 à l'inspection de l'environnement le rapport référencé A119994/version 1 du laboratoire Antea Group. Ce dernier dresse le bilan des 8 campagnes de surveillance réalisées depuis 2019 au droit du site. Compte tenu de l'absence de détection de teneurs en phtalates sur les ouvrages pz4, pz5 et pz6, l'exploitant sollicite par courrier adressé en Préfecture le 05 janvier 2023 l'arrêt de la surveillance des eaux souterraines au droit du site de Fretin.</p> <p>L'inspection rappelle que cette surveillance a été initiée en 2019 afin de lever toute incertitude quant à une éventuelle pollution de la nappe en phtalates au droit du site.</p> <p>En effet, bien qu'aucune source sol de pollution en phtalates n'ait été mise en évidence lors de campagnes de terrain réalisées entre 2000 et 2003, une teneur importante en diethyl-hexyl phtalate (39 µg/l) avait été détectée au droit du piézomètre 6, situé en aval hydraulique du site, lors d'une campagne de surveillance réalisée en 2003.</p> <p>Aucune quantification des eaux souterraines en phtalates n'ayant été réalisée depuis, l'acquisition de données complémentaires s'imposait.</p> <p>Au regard du bilan quadriennal fourni, il peut être donné une suite favorable à la proposition d'arrêt de la surveillance de la nappe. L'instruction de cette demande fera l'objet d'un rapport dédié.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Registre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/04/2014, article 6 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 : Tenue de registres 1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes : a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ; b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ; c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ; d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ; f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ; g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés. |
| Constats : L'exploitant tient à jour un registre des équipements exploités sur le site de Fretin fonctionnant avec des fluides frigorigènes fluorés. Un seul groupe froid est exploité (groupe de la marque CARRIER, installé en 2016 et fonctionnant avec 13kg de R410A). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Contrôle périodique des équipements

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Cf le texte d'origine pour déterminer la fréquence de contrôle périodique selon l'équipement. |
| Constats : Le groupe présente une charge équivalente de 27,3 Teq CO2. La fréquence de contrôle périodique des fuites est en conséquence annuelle en l'absence de système de détection de fuites. L'exploitant a présenté la dernière fiche de contrôle périodique, réalisé par la société CEF NORD le 06/04/22. Aucune fuite n'a été mise en évidence. Le prestataire dispose de l'attestation de capacité n°18113 valide jusqu'au 22/10/24. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |